

Numéro 6
Février 2024

SO Territoires

grtgaz.com

La transition énergétique
dans les territoires
avec GRTgaz

GRTgaz

mosaHYc: des rencontres pour aller de l'avant



Temps d'échange entre élus
et décideurs territoriaux concernés
par le réseau de transport transfrontalier
100 % hydrogène et membres
du GIE Grande Region Hydrogen.



Zones d'accélération des EnR, c'est parti!



Nouvel outil de planification territoriale
à disposition des communes,
les zones d'accélération des énergies
renouvelables se mettent en place.



Pyrogazéification: les Hauts-de-France montrent la voie



Un groupe de travail consacré
à la pyrogazéification a vu le jour dans
les Hauts-de-France. Objectif: créer
une synergie pour faire émerger
de nouveaux projets.



Captage, transport, stockage du CO₂: ça se précise!

édito



Sandrine Meunier
Directrice générale de GRTgaz

En régions

Toute l'actualité

Mobilité

Un Observatoire du bioGNV, pour quoi faire ?



L'Observatoire du bioGNV a vu le jour cet automne sur la plateforme Open Data Réseaux Énergies (ODRE). Enrichi par rapport à la version précédente de l'association France Mobilité Biogaz (ex-AFGNV), il permet de visualiser toutes les données mises à jour : stations d'avitaillement, nombre de véhicules et consommation de (bio)GNV, à l'échelle nationale comme régionale. Référence sur le sujet, l'observatoire aidera les décideurs territoriaux à mieux saisir les dynamiques, à fiabiliser leurs analyses et à aider à la prise de décision.
POUR EN SAVOIR PLUS : rendez-vous sur odre.opendatasoft.com/pages/observatoire-gnv

Décarbonation

L'autonomie énergétique de l'Axe Seine en débat



Délégué territorial de GRTgaz Val de Seine, Frédéric Moulin a défendu la vision d'un mix énergétique réaliste, lors du 4^e Sommet de l'Axe Seine, en octobre: « Il y a ici un potentiel de production de gaz renouvelables et d'hydrogène important. Pour autant, avec environ 30 TWh de consommation de gaz industrielle, il faut penser les questions d'échelles dans ce territoire qui vient servir des systèmes productifs et logistiques mondiaux. » Sur l'acceptabilité, « il faut créer les conditions de la confiance, la transparence et le partage de la valeur des projets d'énergie renouvelable. »

Hydrogène

mosaHYc: transparence et dialogue avec les élus de territoire



Le GIE Grande Region Hydrogen, qui réunit 12 entreprises françaises, allemandes et luxembourgeoises, dont GRTgaz, autour de la chaîne de valeur hydrogène, a organisé en novembre, à Bouzonville (Moselle), une réunion inédite d'information réservée aux élus et décideurs territoriaux concernés par les 10 projets ouverts dans la zone, dont le réseau mosaHYc*. Une vingtaine de communes des trois pays étaient représentées, ainsi que la Région Grand Est, le Luxembourg et le Land de la Sarre. « Nous avons partagé l'état d'avancement et recueilli les questions légitimes et les idées des élus. Cela nous permettra de mieux intégrer la dimension locale dans le dépôt des dossiers administratifs de demande d'autorisation », relate François Martin, Business Developer Hydrogen à GRTgaz. La question des impacts environnementaux et des retombées pour les territoires était au cœur des discussions. « Nous avons pris le temps d'expliquer la dynamique économique transfrontalière que ces infrastructures de transport d'hydrogène allaient susciter. » Une réussite collective qui devrait, ici ou ailleurs, en appeler d'autres.

* mosaHYc (Moselle Sarre Hydrogène Conversion) est un projet d'infrastructure de transport d'hydrogène transfrontalier lancé par GRTgaz et CREOS, entre la Sarre (Allemagne), le Grand Est (France) et la frontière luxembourgeoise.

Hydrogène

Dans l'Ain, un démonstrateur de stockage d'hydrogène en cavité saline

Situé à Étrez (Ain), HyPSTER a été inauguré en septembre dernier.

Soutenu par l'Union européenne et porté par Storengy, il s'agit du premier démonstrateur de stockage d'hydrogène renouvelable en cavité saline. Des tests ont débuté cet automne. Si tout se passe comme prévu, la capacité totale de la cavité (50 tonnes) devrait être exploitée en 2026, pour ravitailler des industriels et des stations de distribution d'hydrogène dans la région.

Décarbonation

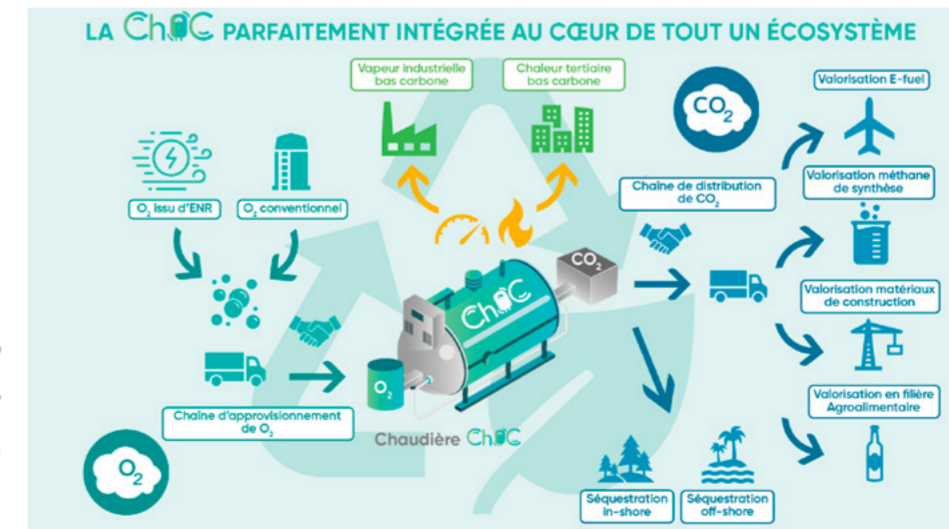
En Auvergne-Rhône-Alpes, des industriels en immersion dans une unité de méthanisation

Fin octobre, plusieurs dizaines d'industriels d'Auvergne-Rhône-Alpes ont visité l'unité de méthanisation de Méthavéore, portée par trois agriculteurs de la Drôme. Pour beaucoup, c'était une découverte et l'occasion de mieux comprendre l'intérêt, en termes de décarbonation de leur activité, de ce biométhane accessible et compatible avec leurs process existants. La visite était organisée dans le cadre de la journée Biométhane pour décarboner l'industrie, co-organisée par GRTgaz et GRDF, avec le soutien de plusieurs partenaires locaux. En amont, la cinquantaine de participants a pu s'informer sur les options de fourniture en biométhane qui s'offrent à l'industrie, entre contrat d'achat de gaz vert et Biomethane Purchase Agreement (lire page 4), sans oublier l'aspect essentiel de sa prise en compte dans leur bilan carbone.



Décarbonation industrielle

ChOC, une chaudière à gaz révolutionnaire à l'essai



Un consortium de 16 partenaires – énergéticiens, équipementiers, experts scientifiques et industriels –, dont fait partie GRTgaz, a lancé la fabrication puis l'essai du démonstrateur industriel ChOC. Le remplacement de 1000 chaudières industrielles par cette nouvelle chaudière à gaz industrielle bas-carbone pourrait réduire de plus de 4 millions de tonnes par an les émissions de CO₂ en France. Son innovation repose sur le remplacement de l'air par l'oxygène lors de la combustion. L'oxycombustion améliore la performance de la chaudière et permet de concentrer le CO₂ pour mieux le capturer. Résultat, plus de 90 % des émissions directes de CO₂ des chaufferies industrielles pourraient être réduites. Une fois les essais réalisés, la chaudière ChOC pourrait être commercialisée à partir de 2025.

Méthanisation

Les agriculteurs méthaniseurs très satisfaits par la performance économique de leurs unités



79 % des agriculteurs exploitant des unités de méthanisation en cogénération et 89 % en injection se disent satisfaits, voire très satisfaits, par les performances de leurs unités, selon une étude publiée par FranceAgriMer. Dans celle-ci, on y apprend que le retour sur investissement moyen est atteint en 10,2 ans en cogénération et en 8,8 ans en injection. Les unités qui injectent leur biogaz dans les réseaux de distribution ou de transport, comme celui de GRTgaz, affichent les meilleures performances.
POUR EN SAVOIR PLUS : l'étude est à découvrir sur www.franceagrimer.fr

Hydrogène

L'approvisionnement des aéroports parisiens à l'étude



GRTgaz et Groupe ADP, référence mondiale de l'industrie aéroportuaire, ont lancé en novembre dernier une étude conjointe visant à définir les conditions d'acheminement futures de l'hydrogène par canalisation vers les aéroports de Paris-Charles de Gaulle et Paris-Orly. Les deux partenaires espèrent contribuer à faire émerger une filière hydrogène française pour accompagner la décarbonation du transport aérien. Le programme de travail doit durer douze mois.

100 000

personnes seront à former en France, d'ici à 2030, dans le secteur de l'hydrogène, selon l'étude DEFHy menée par France Hydrogène et dévoilée en septembre 2023.

soTerritoires est une publication de GRTgaz.
Siège social : 6, rue Raoul-Norling, 92270 Bois-Colombes.
Tél. : 01 55 66 40 00. ISSN 2826-8601.

Vos contacts en territoires :
• Territoire Nord-Est : Vincent Rousseau.
• Territoire Centre-Atlantique : Amaury Mazon.
• Territoire Val de Seine : Frédéric Moulin.
• Territoire Rhône-Méditerranée : Bérangère Preault.

Conception et réalisation :
ici Barbès www.icibarbes.com
Photos de la couverture : © Suphanat Khumsap/Getty Images; Kodda/Getty Images; GRTgaz; Jacques Rostand / GRTgaz; Getty Images. Impression : Imprimerie Solidaire.



Gaz renouvelables

La Nouvelle-Aquitaine a son premier rebours!



Mis en service en septembre dernier, le poste de rebours de Bressuire (Deux-Sèvres) est devenu le 17^e en France, mais surtout le premier en région Nouvelle-Aquitaine. Le site permet d'injecter dans le réseau de transport de GRTgaz la production de biométhane excédentaire de quatre sites de méthanisation, représentant 45 % de la consommation locale. En créant de la flexibilité, les rebours accélèrent les productions locales de biogaz, tout en participant à la solidarité énergétique entre territoires. En les déployant, GRTgaz soutient l'ambition régionale d'atteindre le tiers de la consommation de gaz en Nouvelle-Aquitaine couvert par les gaz renouvelables.

Collectivités

Top départ des zones d'accélération des EnR



Créées par la loi Accélération de la production d'énergies renouvelables du 10 mars 2023, les zones d'accélération des énergies renouvelables (EnR) forment un nouvel outil de planification territoriale à disposition des communes. Objectif : faciliter le déploiement de nouvelles installations de production d'énergies renouvelables. Les propositions de zonage émises par les communes et intercommunalités devront être soumises à la préfecture et aux nouveaux comités régionaux de l'énergie, mais ce sera le conseil municipal qui aura le dernier mot. De son côté, GRTgaz se rend disponible pour accompagner les collectivités dans l'élaboration des zones, afin d'intégrer les projets locaux de production de gaz renouvelables. Concilier essor des EnR et bonne acceptabilité locale sera la clé de la réussite.

Pyrogazéification

La Région Hauts-de-France montre la voie

Le Collectif opérationnel régional du biométhane injecté (CORBI), qui rassemble les acteurs de la méthanisation dans les Hauts-de-France, a lancé en septembre dernier, sous la houlette de GRTgaz, un groupe de travail consacré à la pyrogazéification, technologie prometteuse de production de gaz renouvelable à partir de déchets solides peu valorisés. Plus que jamais, l'ambition des Hauts-de-France autour des gaz renouvelables se confirme. Avec le Grand Est, la région arrive en tête des régions productrices et, « *souhaitant rester précurseur, elle a intégré les nouvelles technologies de production* », explique Jules Diatta, responsable développement territorial chez GRTgaz. En tant qu'accompagnateur de filière, GRTgaz a mené une étude pilote inédite pour mesurer le potentiel de la pyrogazéification dans la région. « *Depuis, nous faisons se rencontrer les acteurs concernés pour créer une synergie* », précise Jules Diatta. Un but partagé par le nouveau groupe de travail du CORBI, lequel réunit le conseil régional, la CCI, la chambre d'agriculture, la SEM Énergies Hauts-de-France, l'Ademe, GRDF, sans oublier les métropoles, les syndicats d'énergie et des industriels. Objectifs : acculturer, faire émerger les projets et les accompagner. Une dizaine de projets d'unités de pyrogazéification sont déjà en cours de réflexion.



Sobriété

Loiret: les maires formés au dispositif Écogaz



Dans le cadre des formations de mi-mandat de l'association Mairie 2000, émanation de l'Association des maires de France (AMF), les élus bénéficient d'ateliers de formation, lesquels peuvent porter sur des questions d'énergie. À Orléans, des maires et maires-adjoints du Loiret ont ainsi pu se former en octobre au dispositif Écogaz, lancé en 2022, et opéré par GRTgaz, afin de favoriser la sobriété énergétique. « *Au moment où la transition énergétique s'accélère, il est important d'être au côté des maires* », rappelle Christian Le Gargean, délégué territorial adjoint Centre-Val de Loire et Nouvelle-Aquitaine chez GRTgaz. Les élus présents ont notamment cherché à en savoir plus sur les mesures d'accompagnement des collectivités en faveur de la sobriété. GRTgaz a fait valoir la charte Écogaz, qui permet aux communes de s'engager et de mieux valoriser leurs actions.

Décarbonation

Un guide pour tout comprendre sur le Biomethane Purchase Agreement (BPA)

Pour mieux faire connaître les BPA auprès des industriels français et des collectivités, GRTgaz et Osiris (groupement d'intérêt économique de la plate-forme chimique « Les Roches-Roussillon », en Isère) ont publié un guide complet sur le sujet. Acheter du biométhane issu d'un producteur ne disposant pas d'un tarif d'achat mais *via* des contrats de gré à gré avec un producteur sans soutien à l'énergie injectée : tel est le but du Biomethane Purchase Agreement (BPA). Ce mécanisme d'achat - connu dans le secteur de l'électricité sous le nom de Power Purchase Agreement (PPA) - a fait son apparition en 2023 en France dans le domaine du gaz renouvelable. En sécurisant des volumes et des prix dans la durée, il peut permettre aux industriels d'être moins tributaires des prix de marché du gaz pour se décarboner. En amont, les BPA devraient stimuler la production de biométhane dans les territoires.

23 participants
 ont répondu, dans la Région Grand Est, à l'appel à manifestation d'intérêt du projet de réseau de transport d'hydrogène transfrontalier RHYN, clos le 17 novembre dernier en France et en Allemagne.
 POUR EN SAVOIR PLUS : voir la fiche RHYN sur www.grtgaz.com

La rencontre

Capter, transporter et stocker le CO₂, un nouvel enjeu territorial

Le CCUS (captage, stockage et utilisation du CO₂) possède un fort potentiel de développement dans les territoires français les plus industrialisés. GRTgaz travaille déjà à faire émerger les futures infrastructures de transport de CO₂ mutualisées, dont les premières pourraient voir le jour dès 2028.



Le CO₂ capturé pourra être exporté vers des sites de stockage en mer par navire, de type méthanier, ou directement par canalisation. Photo d'illustration.

Longtemps vus comme un horizon lointain, le captage, le stockage et la réutilisation de CO₂ industriel vont devenir une réalité. En juin 2023, Agnès Pannier-Runacher, alors ministre de la Transition énergétique, a présenté le projet de stratégie nationale CCUS du gouvernement, rappelant que l'industrie française devait passer de 72 Mt d'émissions de CO₂ en 2022 à 45 Mt en 2030. Mais que l'on ne s'y trompe pas : le CCUS est une solution de décarbonation visant les émissions incompressibles de l'industrie lourde. S'il atteint son plein potentiel en 2050, le CCUS pourrait toutefois permettre de capter l'équivalent du quart des émissions carbone actuelles de l'industrie. Les secteurs les plus concernés ? La sidérurgie, la cimenterie ou le raffinage.

Stocké en mer du Nord
 Une fois capté grâce à diverses technologies, le CO₂ industriel sera stocké au large, le plus souvent dans d'anciens gisements ...



Pierre-Yves Le Strat, chef de projet développement au sein du pôle Transport Hydrogène et CO₂ chez GRTgaz

“ Dans les bassins concernés, les collectivités et les ports se sont emparés du sujet. Ils voient dans le CCUS une réponse aussi bien en termes de décarbonation que de réindustrialisation territoriale.”

... d'hydrocarbures ou des nappes aquifères. Une partie pourra aussi alimenter de nouvelles productions industrielles (*lire ci-contre*). En bref, c'est tout un écosystème à déployer en Europe. « Il y a eu une nette accélération depuis 2022, avec le lancement des appels à projet ZIBaC (zones industrielles bas-carbone) dans le cadre de France 2030 », constate Pierre-Yves Le Strat, chef de projet développement au sein du pôle Transport Hydrogène et CO₂ chez GRTgaz. Plusieurs bassins sont identifiés : les zones industrialo-portuaires de Dunkerque, de Fos-sur-Mer (jusqu'à la vallée du Rhône), la vallée de la Seine depuis Le Havre, mais aussi l'estuaire de la Loire (*lire ci-contre*). À ces premiers bassins, d'autres s'ajouteront à moyen terme, comme celui du Grand Est après 2030. Grâce à leur proximité avec la mer du Nord, qui concentre la grande majorité du potentiel de stockage actuel en Europe, les bassins du Nord et de l'Ouest français ont une longueur d'avance. Dans la zone Méditerranée, la situation est moins limpide, mais un projet de stockage en développement en Italie ouvre des perspectives. Le gouvernement souhaite aussi développer des capacités de stockage en France.

Trois projets de réseaux de transport mutualisés

Dans tous les cas, les écosystèmes ne pourront fonctionner qu'avec des réseaux mutualisés de transport. Ces canalisations connecteront les bassins aux ports, avant que le CO₂ ne soit exporté vers les sites de stockage, via des canalisations ou par navire, sous forme liquide. De par son expertise

historique, GRTgaz s'est ainsi positionné tôt au cœur des enjeux. « Nous travaillons sur les futurs réseaux à l'échelle des territoires, accessibles aux émetteurs, aux points d'export ou aux stockeurs, explique Pierre-Yves Le Strat. Sans oublier des porteurs de projets qui auront besoin, demain, de CO₂ pour des usages divers, dont la production d'e-carburants. Pour ces raisons, les réseaux de transport se doivent d'être ouverts. »

Moteur dans la filière naissante, GRTgaz pilote déjà trois projets d'envergure, soutenus par le tissu industriel et les collectivités locales. À Fos-Marseille, l'heure est aux études de pré-faisabilité, mais autour de Montoir-de-Bretagne - Saint-Nazaire (*lire ci-contre*) et de Dunkerque, la situation est plus avancée. Sur la zone dunkerquoise, le projet est fortement soutenu par la communauté urbaine (CUD) et a franchi des étapes décisives : à la suite d'un appel à intérêt du marché (*Open Season*), les études de faisabilité viennent d'être réalisées. Le réseau d'une trentaine de kilomètres pourrait être mis en service dès 2028. « Dans ce territoire très engagé pour sa décarbonation, de nombreux industriels nourrissent de grandes attentes », affirme Pierre-Yves Le Strat. Parmi eux, les incontournables ArcelorMittal ou Aluminium Dunkerque. Il y a fort à parier que ces pionniers en attireront d'autres.



“ Les industriels veulent pouvoir compter sur un acteur capable de collecter et de transporter leur CO₂ capté jusqu'aux points d'export ou à des sites de réutilisation. GRTgaz répond en s'engageant dans des projets fédérateurs.”

Pierre-Yves Le Strat

7,6 milliards de tonnes

de CO₂ capturées par an, en 2050, tel est l'objectif mondial du scénario Net Zero Emission by 2050 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

15 à 30 millions de tonnes

de CO₂ capturées par an, en 2050, tel est l'objectif visé par le gouvernement français dans sa proposition de stratégie nationale CCUS.



Expérimentation

Jupiter 1000 explore le U de CCUS

Réutiliser le CO₂ capturé, pour quoi faire ? À Fos-sur-Mer (13), le démonstrateur industriel collaboratif Jupiter 1000, piloté par GRTgaz, fait avancer les connaissances et apporte des réponses concrètes. En juillet prochain, il arrivera au terme de sa mission initiale : transformer de l'électricité renouvelable en hydrogène et produire du méthane de synthèse (e-méthane). Sur ce second point, Jupiter 1000 a recours au Power-to-Methane, une technologie innovante de méthanation catalytique qui consiste à mélanger de l'hydrogène bas-carbone à du CO₂. C'est en ce début d'année 2024 que le méthaneur, qui a fait ses premiers essais à l'été 2022, reçoit du CO₂ capté sur le site sidérurgique d'Ascometal. Objectif : « analyser le fonctionnement et les performances à une nouvelle échelle, mais aussi identifier les impuretés résiduelles », explique Sylvain Lemelletier, directeur du projet Jupiter 1000 chez GRTgaz. Un enjeu majeur, puisque tout un standard de qualité du CO₂ incorporé reste à créer avant de produire les futurs carburants de synthèse. « Soyons réalistes et ne nous privons pas du CO₂ issu du captage industriel. Nous ne disposerons pas d'assez de bioCO₂ (issu de la biomasse) pour produire les bio-carburants de demain. Et recycler le CO₂ industriel, c'est remplacer du carbone fossile, ne pas l'extraire », résume Sylvain Lemelletier. En termes d'usage, l'e-méthane pourrait intéresser la mobilité lourde, par exemple. « Il s'agit d'une corde de plus ajoutée à notre arc, la meilleure manière d'avancer dans la transition énergétique. »

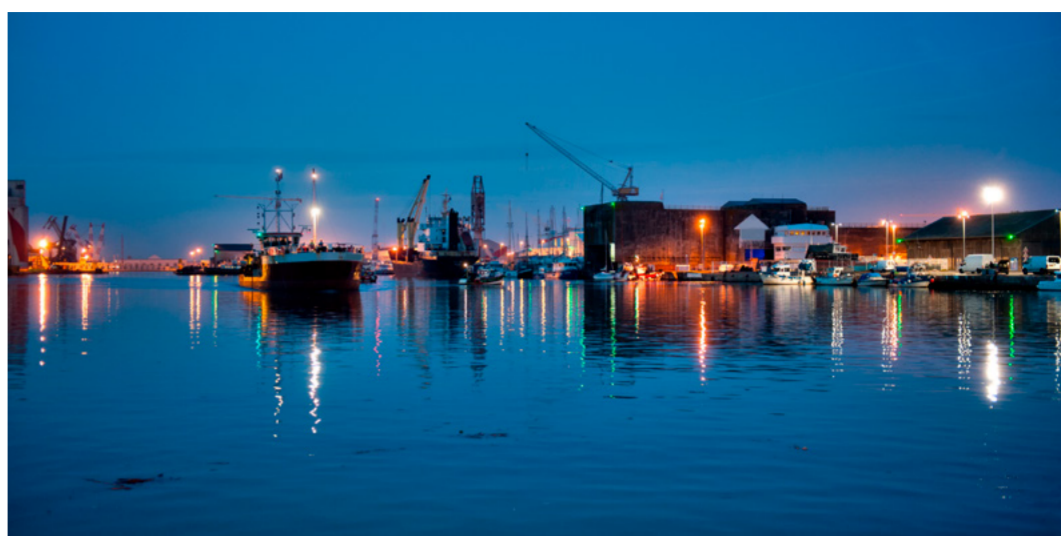
Vallée de la Seine

Au Havre, les débouchés industriels du CCUS à l'étude

En mai 2023, le gouvernement annonçait retenir le programme de l'association d'industriels Socrate, concernant les bassins de l'Axe Seine, pour devenir l'une des zones industrielles bas-carbone (ZIBaC). Dans ce cadre, GRTgaz en Vallée de la Seine est impliqué dans cinq études. Sur le lot CCUS, une étude sur la valorisation du CO₂, réalisée en partenariat avec plusieurs industriels de la zone, vise à l'usage du CO₂ pour la synthèse de diverses molécules : alcools, carbonates, oléfines, huiles de base, protéines de synthèse, amidon, algues, mais aussi matériaux organiques et minéraux, tels que des polymères ou des bétons destinés à la construction. La prestation vise à cartographier les procédés de synthèse et de catalyse de ces molécules. Elle inclut aussi les perspectives de débouchés industriels sur le territoire normand.

© Monty Rakusen, Feifei Cui-Paoluzzo / Getty Images; Benjamin Béchet / GRTgaz

Le port maritime de Nantes Saint-Nazaire, où le dioxyde de carbone sera liquéfié puis transporté par navires vers des sites de stockage.



GOCO₂

AUTOUR DE SAINT-NAZAIRE, LA FORCE D'UN CONSORTIUM

Entre les Pays de la Loire et la Nouvelle-Aquitaine, des industriels, GRTgaz, Elengy et des collectivités locales s'unissent pour accélérer un grand projet de décarbonation : GOCO₂

Tout a débuté en 2021, quand le cimentier Lafarge s'est rapproché de GRTgaz et d'Elengy pour explorer la piste du transport par canalisation de CO₂ depuis son site de Saint-Pierre-la-Cour, en Mayenne. Le projet a ensuite fait boucle de neige et un consortium est né. Le 10 juillet 2023, GRTgaz, Elengy, les industriels Heidelberg Materials, Lafarge, Lhoist et TotalEnergies ont officialisé le lancement de Grand Ouest CO₂ (GOCO₂), avec le soutien de la Région Pays de la Loire et du Grand Port maritime de Nantes Saint-Nazaire. « GOCO₂ est un projet territorial assez unique en France, bâti autour d'un consortium, qui démontre la capacité à surmonter ensemble des enjeux communs », observe Anthony Mazzenga, le directeur développement de GRTgaz. « C'est remarquable, tout le monde est aligné », abonde Romain Verles, délégué territorial adjoint du territoire Centre Atlantique de GRTgaz.

Lancé en début d'année, l'appel à manifestation d'intérêt permettra d'identifier les acteurs territoriaux intéressés à rejoindre ce projet déployé entre Pays de la Loire et Nouvelle-Aquitaine. GOCO₂ est au service de la solution dite CCS (Carbon Capture and Storage), avec un transport du CO₂ par canalisation jusqu'au terminal méthanier d'Elengy de Montoir-de-Bretagne, en vue d'être acheminé vers des stockages géologiques en mer du Nord. Cependant, rien n'est figé. « Depuis l'officialisation, un client est déjà venu toquer à la porte, intéressé par l'usage de CO₂ dans le cadre d'une production d'e-fuels (carburants de synthèse produits à partir de CO₂ et d'hydrogène). Mais, au-delà, GOCO₂ est un projet structurant d'ampleur, une réponse à des attentes industrielles et sociétales fortes », se réjouit Laurent Muzart, chef de projet développement de GRTgaz.

Ils témoignent



Roland Marion, conseiller régional délégué à la Transition écologique et énergétique, maire-adjoint de Saint-Léger-de-Linières (49)



“ La Région Pays de la Loire a pour objectif de devenir, d'ici à 2050, une région à énergie positive mais aussi neutre en carbone, en diminuant de 50 % la consommation énergétique du territoire et de 80 % ses émissions de gaz à effet de serre (GES). Cela passera avant tout par l'abandon des énergies fossiles et par le développement des énergies renouvelables, mais aussi par le captage du carbone résiduel, estimé entre 2,6 et 4 Mt de CO₂ par an. La zone industrialo-portuaire de Saint-Nazaire concentre à elle seule 20 % des émissions régionales. Nous estimons donc que le projet GOCO₂ aidera à atteindre ces objectifs. La Région le soutient politiquement, en fixant le cap et en animant la filière, mais aussi financièrement, à travers l'Association de décarbonation Loire Estuaire (Adele), dont elle est membre fondateur, créée dans le cadre de la labellisation ZIBaC. C'est une chaîne que nous sommes en train de construire collectivement et, à ce titre, aucun maillon ne doit faire défaut. Pour le transport du CO₂, GRTgaz aura une opportunité de contribution majeure. »



Thomas de Charette, directeur décarbonation de Lafarge France



“ La cimenterie Lafarge de Saint-Pierre-la-Cour est implantée en Mayenne depuis plus de soixante-dix ans, jouant un rôle clé pour le secteur de la construction dans le Grand Ouest. Ce site est engagé depuis de nombreuses années dans une démarche d'optimisation de son efficacité énergétique, ainsi que dans le remplacement progressif des combustibles fossiles afin de réduire son empreinte carbone. Au-delà des besoins en énergie, la fabrication du ciment est également, par nature, émettrice de CO₂. Or il restera toujours une part inévitable de CO₂ générée par le ciment, pour laquelle le Carbon Capture and Storage (CCS) est nécessaire. En particulier afin de tenir les engagements d'une réduction de 50 % des émissions de CO₂ à l'horizon 2030 (vs 2015) et de 100 % en 2050. Cette solution ne peut voir le jour que si un réseau d'infrastructure de collecte, de transport et de stockage se met en place à l'échelle inter-régionale. Membre fondateur du projet GOCO₂, Lafarge est convaincu de sa pertinence et de l'atout majeur qu'il représente pour la décarbonation de l'industrie du Grand Ouest et pour l'attractivité du territoire. »

500 km

LONGUEUR TOTAL estimée de l'infrastructure de transport par canalisation, que GRTgaz va concevoir et construire d'ici à 2030 dans le cadre de GOCO₂.

Grand Ouest

4 Mt

GOCO₂ POURRAIT TRANSPORTER 2,6 millions de tonnes (Mt) de CO₂ par an en 2030, et jusqu'à 4 Mt d'ici à 2050, soit 75 % des émissions industrielles du Grand Ouest à cet horizon.

8%

C'est la part que prend la zone de Nantes Saint-Nazaire dans les émissions industrielles françaises.



Deux opérateurs GRTgaz contrôlent le poste de rebours de Marchémoret (Seine-et-Marne).

Pascal de Gélis, agriculteur et producteur de biométhane sur le site Brie BioÉnergie.



Carine Mallier, cofondatrice d'Artaim Conseil et productrice de biométhane, sur le site de méthanisation Bassée Biogaz, à Noyen-sur-Seine, (Seine-et-Marne).

En images

Une exposition pour les 10 ans de méthanisation francilienne

En 2013, la toute première unité de méthanisation agricole à injecter du biométhane dans le réseau de gaz naturel en France voyait le jour en Seine-et-Marne. Pour célébrer les dix ans d'une filière biométhane qui a bien grandi et participe tant à la transition qu'à l'indépendance énergétique du pays, GRTgaz et GRDF ont conçu une exposition photo inédite, dévoilée en novembre dernier à l'occasion de la 2^e Rencontre régionale de la méthanisation Prométha. Aujourd'hui itinérante, l'exposition propose des clichés, signés Luc Maréchaux, mettant en valeur les femmes et les hommes qui font vivre une filière ancrée au cœur des territoires. Tout un tissu vivant à découvrir, à la croisée de grands enjeux locaux, depuis la transition agricole jusqu'à l'économie circulaire, en passant par la gestion des déchets.



Mauritz et Jacques-Pierre Quaak ont installé le premier site de méthanisation agricole en injection de France il y a dix ans, à Chaumes-en-Brie (Seine-et-Marne).



Le site du méthaniseur agricole Brie BioÉnergie, situé sur la commune de Chauconin-Neufmontiers, en Seine-et-Marne.